

MONDE

Ursula von der Leyen multiplie les initiatives économiques pour sa dernière année de mandat

Outre une procédure contre la Chine, la présidente de la Commission européenne a annoncé un soutien aux industriels pour la décarbonation, un plan pour l'éolien et des simplifications pour les PME.

Karl De Meyer
—Bureau de Bruxelles

Pour le dernier discours sur l'état de l'UE de son mandat actuel, Ursula von der Leyen n'a pas cédé à la tentation de faire le long inventaire de toutes ses actions de réponse à la « polycrise » des dernières années. Face aux défis, voire aux dangers que l'Europe affronte encore (agressivité chinoise, concurrence américaine, accélération technologique, désastres climatiques, migrations massives), elle a au contraire annoncé aux eurodéputés de Strasbourg de nouvelles initiatives, notamment dans le domaine économique.

Alors que le pacte vert, le gigantesque plan de décarbonation déroulé depuis quatre ans, est de plus en plus critiqué pour les contraintes qu'il impose aux entreprises, la présidente de l'exécutif européen a montré qu'elle avait entendu le message. Bruxelles va ainsi lancer, dès ce mois-ci, des « dialogues de transition verte » pour aider chaque secteur à bâtir un nouveau modèle compatible avec la réduction des émissions.

Remerciements aux agriculteurs

La Commission veut adopter rapidement un paquet de soutien à l'industrie éolienne. « Nous

n'avons pas oublié la façon dont les pratiques commerciales déloyales de la Chine ont affecté notre industrie solaire », a insisté Ursula von der Leyen. Comme pour le démontrer, la présidente de la Commission a annoncé l'ouverture d'une enquête antisubventions sur les soutiens publics dont bénéficient les voitures électriques chinoises.

Après les industriels, Ursula von der Leyen s'est aussi adressée aux agriculteurs. Alors qu'un mouvement agriculteur-citoyen connaît un grand succès aux Pays-Bas en dénonçant le poids des normes vertes de l'UE, elle reconnaît que « les nouvelles obligations ont un effet croissant sur le travail des agriculteurs et sur leurs revenus ».

Ursula von der Leyen veut donc lancer un « dialogue stratégique » sur l'avenir de l'agriculture en Europe. Un signal politique qui était attendu pour calmer les esprits les plus échauffés de son groupe, le Parti populaire européen (droite), qui l'accuse de s'être montrée trop « verte » et redoute de perdre le vote rural aux cours des législatives de l'automne et, surtout, aux européennes de juin 2024.

L'ancienne ministre d'Angela Merkel n'a cependant en aucune façon laissé entendre qu'elle voulait revenir en arrière sur les avan-

cées environnementales ou décréter « une pause ». Au grand soulagement de l'eurodéputée centriste Valérie Hayer : « Je craignais qu'elle tente d'atténuer l'ambition du pacte vert pour l'année qui reste, pressée par la droite du Parlement. Mais elle a tenu bon ! »

N'oubliant personne, Ursula von der Leyen a annoncé la nomination prochaine d'un « envoyé spécial pour les PME », directement placé sous son autorité, qui doit relayer les besoins des petites et moyennes entreprises.

Rapport sur la compétitivité

En écho aux idées portées par Emmanuel Macron et aux grandes inquiétudes de Berlin sur son modèle, la présidente de la Commission a insisté sur la nécessité pour l'Europe de sauvegarder son industrie. Elle a demandé à Mario Draghi un rapport sur l'avenir de la compétitivité européenne. « En commençant son discours par les sujets sociaux et économiques, plutôt que par les sujets stratégiques comme l'Ukraine, Ursula von der Leyen s'est placée dans la perspective des européennes dans lesquelles l'UE devra montrer qu'elle répond aux attentes des Européens », analyse Eric Maurice, de la Fondation Robert-Schuman.

Les autres dossiers chauds de l'automne sont apparus dans la

deuxième moitié du discours. Ursula von der Leyen a appelé les colégislateurs à boucler au plus vite le pacte migratoire qui doit permettre de gérer au mieux l'immigration illégale et les demandes d'asile.

Au sujet d'un prochain « *méga élargissement* » de l'UE, la cheffe de l'exécutif a confirmé sa conviction que l'avenir de l'Ukraine, de la Moldavie et des Balkans occidentaux était « *bien dans notre Union* ». Alors que le président du Conseil européen, Charles Michel, a proposé fin août de fixer à ces pays un horizon temporel (2030), Ursula von der Leyen n'a pas retenu d'année mais rappelé au contraire que le processus d'adhésion devait être « *basé sur les mérites* ».

Lapsus amusant

A l'occasion de cet agrandissement de l'UE, la présidente s'est dite favorable à des modifications du traité « *si et là où c'est nécessaire* ». La plupart des Etats membres estiment toutefois qu'une telle démarche, lourde, n'est pas réaliste. Sophie Pornschlegel, directrice des études de l'Institut Jacques-Delors, déplore la réticence des Vingt-Sept, « *qui risque d'obérer l'action de l'UE à l'avenir* ».

Le discours de plus d'une heure, ferme et résolu, n'a été traversé que d'un moment léger, quand Ursula von der Leyen a commis un lapsus : au lieu d'interpeller les « *membres honorables* » du Parlement, elle s'est adressée aux « *honorables Etats membres* » – rires amusés. Mais le texte n'a donné aucune indication sur la question qui agite Bruxelles et Strasbourg : Ursula von der Leyen vise-t-elle un second mandat ? ■

« Nous n'avons pas oublié la façon dont les pratiques commerciales déloyales de la Chine ont affecté notre industrie solaire. »

URSULA VON DER LEYEN
Présidente de la Commission européenne